
BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 178 / 08 nov 89

LEVEE DU CESSEZ-LE-FEU:

1/ 19 mois de cessez-le-feu unilateral.

2/ D. Ortega adresse un message au peuple nicaraguayen.

LA RENCONTRE FORTUITE ENTRE BUSH ET ORTEGA

Seul événement de la réunion des Présidents américains un dialogue inattendu est venu rompre la monotonie de ce que la presse qui couvrait l'événement a appelé un "show politique".

LES PARTIS POLITIQUES DE L'UNO

Qui sont-ils?

VIRGILIO GODOY, ACCUSE DE MALVERSATION, COMPARAIT DEVANT UNE COMMISSION PARLEMENTAIRE

Il est accusé par des membres de son propre parti d'avoir détourné des fonds provenant d'une fondation ouest-allemande.

VIOLETA CHAMORRO PAR VIOLETA CHAMORRO

Repris de *la Prensa*, le portrait de la candidate de l'opposition, une "femme-symbole" comme elle le dit elle-même, mais symbole de quoi?.

LE NICARAGUA RECEVRA UNE AIDE DES PAYS DU GOLFE PERSIQUE

Le début d'une coopération avec les pays arabes du golfe persique pourrait constituer un important soutien au programme économique du Nicaragua.

ECONOMIE: UN NOUVEAU SIGNAL D'ALARME

La remontée du taux d'inflation en octobre laisse à penser que tout n'est pas encore gagné dans la délicate lutte anti-inflationniste menée par le Gouvernement.

EL SALVADOR

L'extrême-droite frappe le mouvement syndical.

GUATEMALA: VERS LA MILITARISATION DE LA SOCIETE CIVILE

Les patrouilles d'auto-défense civile en sont un instrument subtil.

EN BREF ET FLASH-ELECTIONS

ATTENTION! A cause de la tournée du directeur de l'ANN et des travaux au bureau à Zurich, nous ne publierons pas de bulletin la semaine prochaine. Merci de votre compréhension.

40 P 11481

Levée du cessez-le-feu

19 MOIS DE CESSEZ-LE-FEU UNILATERAL: 3370 VICTIMES.

Le Gouvernement nicaraguayen a révisé le "devoir élémentaire de défense de la vie" en annonçant le premier novembre que le cessez-le-feu ne serait pas prolongé face à la récrudescence de la guerre dans plusieurs zones rurales du pays. Le cessez-le-feu unilatéral était reconduit chaque mois depuis mars 88 et en 19 mois, les actions criminelles de la Contra ont fait 3370 victimes, dont 736 morts, 1153 blessés et 1481 séquestrés.

On estime à 2000 le nombre de contras qui se sont infiltrés sur le territoire national depuis 2 mois, venant du Costa Rica et du Honduras. En octobre les actions des mercenaires ont visé spécialement les activités liées aux inscriptions électorales: 50 bureaux d'inscription n'ont pu ouvrir leurs portes à cause des menaces et des attaques. Le 21 octobre, 19 réservistes sont morts au cours d'une embuscade dans la région de Rio Blanco alors qu'ils allaient s'inscrire pour les élections.

Dans la région 5, au centre du pays, une des plus touchées par la guerre, le nombre de victimes (civils, combattants sandinistes et contras) s'élève cette année à 1662 dont 535 morts. 66 % de ces victimes sont des contras. Selon Roberto Calderon, responsable militaire pour la région, un millier de contras agissent sur cette partie du territoire, et la moitié environ se sont infiltrés récemment. En général, les forces mercenaires se déplacent par petits groupes et tentent des embuscades près des villages. Le responsable militaire a signalé que dans certaines zones, la Contra se regroupe, ce qui peut laisser penser qu'elle envisage d'attaquer des villages importants. Etant données les caractéristiques de ces forces irrégulières et les conditions géographiques, leur contrôle est extrêmement difficile.

DANIEL ORTEGA ADRESSE UN MESSAGE A LA NATION

Managua, 3 novembre (ANN). "Nous ne voulons pas d'un cessez-le-feu, nous voulons la fin de la guerre".

Cette phrase résume le message pathétique adressé par le président Ortega à la nation le 1er novembre. A cette occasion, le Président nicaraguayen a confirmé que son Gouvernement ne prolongera pas le cessez-le-feu unilatéral maintenu depuis mars 88.

Le visage encore marqué par la douleur (la veille, il s'était rendu à San Miguelito où la Contra a attaqué une

coopérative et tué quatre paysans), le chef de l'Etat a demandé à tous ceux qui ont une responsabilité politique ou morale de se prononcer en faveur de la fin de la guerre. "Nous, les Nicaraguayens, nous devons répéter, invoquer Dieu comme dans une prière permanente, que la guerre s'arrête, que la guerre s'arrête".

Sur un ton très personnel, qui trahissait sa peine et son indignation, D. Ortega a rendu George Bush et le congrès des Etats-Unis directement responsables des crimes perpétrés par la Contra durant les dernières semaines. Il a exigé deux des gestes concrets comme condition au rétablissement du cessez-le-feu unilatéral.

"Nous voulons des faits, des réponses concrètes au plan de démobilisation approuvé à Tela par les Présidents centraméricains".

Il a souligné que, même sans trêve unilatérale, le processus électoral est garanti, à moins que "les Etats-Unis veuillent imposer des pressions, des menaces et provoquer une escalade du conflit. Ce sera alors vous, président Bush, et vous, messieurs les congressistes, qui mettrez en danger le processus électoral".

De son côté, le Gouvernement nicaraguayen agira énergiquement contre les groupes contre-révolutionnaires présents sur le territoire, "parce que même le Christ a perdu patience et a saisi un fouet pour chasser les marchands du temple". Le chef de l'Etat a révélé que les chefs contras affirment avoir fait pénétrer 6000 hommes au Nicaragua.

Ne tombant jamais dans l'insulte personnelle, à l'inverse de l'attitude adoptée par G. Bush lors de la réunion des Présidents du Continent américain au Costa Rica la semaine dernière, D. Ortega a cependant qualifié le Gouvernement des Etats-Unis de "immoral et cynique".

On se souvient que le congrès a approuvé 60 millions de dollars d'aide "humanitaire" grâce auxquels la Contra peut mener ses opérations actuelles. D.Ortega a dénoncé le terme "humanitaire", parce que dans la pratique c'est une aide logistique. Aucune aide à un groupe armé qui fait la guerre n'est humanitaire. Immoraux et cyniques ceux qui dans leur propre pays châtent les criminels et les condamnent à mort mais nient ce droit au Nicaragua. Le chef de l'Etat a rappelé que Washington a jugé légitime l'attitude de plusieurs pays qui ont décrété l'état de siège et qui ont réprimé la population.

Quant aux journalistes des Etats-Unis, dont certains ont réagi négativement à l'annonce de la levée du cessez-le-feu, ils ne devraient normalement pas être étonnés. Mais c'est que beaucoup font preuve de cynisme et de lâcheté quand ils accusent le Nicaragua d'aggraver la situation sans avoir le courage de dénoncer les crimes de la Contra. "J'aimerais bien savoir comment réagiraient les Etats-Unis si de tels crimes y étaient commis. Ils sont

toujours prêts à punir ceux qui mettent en danger la sécurité de leurs citoyens, mais quand une petite nation décide de se défendre, c'est mal (...). Selon les Yankees, nous n'avons pas le droit de nous défendre, ni de parler, ni de protester".

"Nous n'acceptons pas les diktats. Les Etats-Unis ne sont pas contents parce que je porte autour du cou le foulard rouge et noir, qui est le drapeau de Sandino, le symbole du Sandinisme, le symbole du peuple.

Que Bush sache bien que c'est avec ce drapeau que nous allons continuer à défendre le Nicaragua (...). Nous ne prolongerons pas le cessez-le-feu, nous ne sommes pas un état des Etats-Unis (...). Le congrès a demandé au Nicaragua de prolonger le cessez-le-feu comme si nous étions un état des Etats-Unis. Le congrès est en train de perdre la tête". D. Ortega, s'adressant directement à G. Bush, a ajouté: "Comprenez bien une fois pour toute: Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont des pays souverains et indépendants. Nous n'acceptons de diktats de personne, d'aucune puissance étrangère".

Pendant toute son allocution, il était évident que le président Ortega avait dans l'esprit le souvenir des quatre morts de la veille, à San Miguelito. Trois ont été achevés après avoir été blessés et capturés, et deux d'entre eux ont été égorgés, dans le plus pur style somoziste.

"Notre peuple est indigné, aujourd'hui nous pleurons de rage... Nous avons fait tant d'efforts pour la paix, tant de sacrifices, et voilà comment nous répond le Président des Etats-Unis, le congrès et une partie de la presse étatsunienne, et aussi les traîtres à la patrie qui, profitant de l'ouverture politique, jettent leur masque et se présentent comme des mercenaires au service des Etats-Unis".

"Nous ne pouvons continuer à être tolérants", a expliqué D. Ortega, qui a appelé à respecter la constitution.

Il a de nouveau demandé aux Etats-Unis de prouver qu'ils veulent la démocratie en destinant l'aide "humanitaire" à la démobilisation de la Contra.

En ce qui concerne la préoccupation de l'Amérique latine, se référant aux critiques de certains chefs d'Etat latino-américains, le Président a dit: "Je voudrais les voir à ma place; pour moins que ça, certains ont décrété l'état de siège et maintenant, ils se permettent de tenir des propos dictés par les pressions et le chantage que les Etats-Unis exercent à leur égard". Il a cependant souligné qu'il existe une préoccupation authentique des dirigeants latino-américains pour la paix en Amérique centrale. Il a rappelé qu'il en avait parlé avec eux lors de la réunion de San Jose (Costa Rica), où il n'est pas allé pour "se promener ou faire de bons déjeuners, mais pour avoir des échanges avec les leaders réunis à cette occasion".

Parlant des rapports entre la Contra et l'UNO, Ortega

déclare: "Il n'est pas extraordinaire que dans les manifestations de l'UNO, certains militants crient "vive la contra" et que la Contra, en assassinant les paysans, crie "vive l'UNO". Aucun dirigeant de l'UNO ni sa candidate n'ont condamné l'assassinat de 19 personnes le 21 octobre dernier. Le Nicaragua a proposé de remplacer les balles par des bulletins de vote, mais les Etats-Unis s'obstinent dans leur choix de la guerre".

Bush, responsable direct après avoir rappelé tout ce que son gouvernement a fait en faveur de la paix et d'un processus électoral limpide (p.ex. anticipation de la date des élections, appel aux observateurs internationaux, légalisation de 21 partis politiques, large amnistie, accès de toutes les forces politiques aux médias, programme de stabilisation économique), D. Ortega a accusé les Etats-Unis d'avoir répondu "en soutenant le terrorisme au Nicaragua (...). En s'obstinant à donner une aide logistique à la Contra pour qu'elle exécute ses crimes, G. Bush en devient l'auteur".

De plus, les Etats-Unis "s'ingèrent dans le processus électoral pour y introduire la fraude en approuvant des millions de dollars au bénéfice de l'UNO (...). L'UNO et la Contra sont les représentants du même courant contre-révolutionnaire. Les deux sont des mercenaires au service des Etats-Unis, les deux sont responsables des crimes".

Le chef de l'Etat nicaraguayen, qui a une nouvelle fois défini son pays comme un David luttant contre le géant Goliath, a réaffirmé la volonté de son gouvernement de continuer inlassablement à travailler pour le retour de la paix, de poursuivre le processus électoral. Il a proposé une réunion au siège de l'ONU, les 6 et 7 novembre, entre le Gouvernement hondurien, la Commission d'appui et de vérification (CIAV), la Contra et le Nicaragua, afin d'aborder l'aspect technique de la démobilisation des mercenaires.

LA RENCONTRE FORTUITE ENTRE BUSH ET ORTEGA A LA REUNION DES PRESIDENTS AMERICAINS

Pour éclaircir un peu les spéculations sur le déroulement de cette rencontre, nous reprenons cet article du fin d'octobre.

par Marcio Vargas

San Jose (Costa Rica), 30 octobre (ANN). L'événement principal de la réunion des Présidents du continent américain, qui s'est tenue les 27 et 28 octobre au Costa Rica pour célébrer les "cent ans de démocratie" de ce pays, a été sans nul doute la "rencontre" entre George Bush et Daniel Ortega. Ce sommet était l'occasion d'un dialogue direct entre les Gouvernements d'Amérique latine et

ceux des Etats-Unis et du Canada, mais c'est la présence à la même table de G. Bush et de D. Ortega qui a fait l'événement.

Les deux dirigeants de pays si différents, que seul unit un conflit vieux de dix ans, se sont rencontrés de la manière la plus abrupte possible: Dans un couloir de l'hôtel où se déroulait la réunion. Le chef de l'Etat nicaraguayen en a profité pour exprimer à G. Bush la nécessité de collaborer à l'effort de paix en Amérique centrale et de renouer le dialogue bilatéral afin que les relations entre les deux pays se normalisent. Le président des Etats-Unis a répondu par une vague promesse selon laquelle son pays respecterait la volonté exprimée par les Nicaraguayens au moment des élections de février prochain.

Cette conversation, la première depuis 1980 entre un dirigeant sandiniste et le président des Etats-Unis, aurait pu être plus longue si Carlos Andres Perez (Venezuela) et Julio Benedetti (Uruguay) ne s'étaient approchés par curiosité devant un tel événement, et n'avaient interrompu la discussion par leur présence. Un photographe du Costa Rica ayant fixé ce moment exceptionnel, la photo n'a pas tardé à faire le tour du monde. Les nombreux journalistes présents s'y sont allés de leur spéculation sur ce qui pourrait bien sortir de ce rapprochement inattendu entre Managua et Washington. Parallelement à ce bref dialogue, le ministre nicaraguayen des relations extérieures, Miguel d'Escoto, s'est entretenu avec le secrétaire des Etats Unis James Baker, ce qui a contribué à l'optimisme ambiant.

Cependant, une heure ne s'était pas écoulée que déjà la délégation des Etats-Unis se chargeait de rafraîchir l'atmosphère, en organisant une conférence de presse et un déjeuner semi-officiel avec la candidate de l'UNO Violeta Barrios de Chamorro. Par ailleurs, J. Baker et G. Bush en personne lancaient devant la presse quelques phrases insultantes à l'égard de D. Ortega, au mépris de tout protocole. Des groupes de l'extrême-droite costaricaine, qui avaient acheté des pages de la presse locale où ils avaient publié des sondages donnant Violeta Barrios de Chamorro gagnante aux prochaines élections, manifestaient au même moment dans les rues de San Jose, insultant eux-aussi le Président nicaraguayen.

D. Ortega, au cours de la réunion, a insisté sur le devoir qui incombait aux pays latino-américains d'appuyer les accords de paix en Amérique centrale. Il a dénoncé les actions de la Contra qui a provoqué des centaines de morts parmi la population civile depuis un an, surtout ces derniers mois. Cette situation a obligé le Nicaragua à discuter de la levée du cessez-le-feu, reconduit unilatéralement tous les mois par l'armée nicaraguayenne depuis mars 1988. Au sortir de la réunion de San Jose, D. Ortega a rappelé que son gouvernement continuerait à chercher la négociation et a demandé à certains Présidents latino-américains d'en être les médiateurs auprès de Washington. Carlos Menem (Argentine) a accepté et a

fait une visite de quelques heures à Managua.

Pour le reste, à l'exception d'une discussion sur le café et de l'annonce par le Canada de son entrée dans l'OEA, cette rencontre n'a été qu'une "matinée de show politique", comme l'ont qualifiée les journalistes présents. Beaucoup de discours, des requêtes auprès des Etats-Unis au sujet de la dette, quelques allusions au trafic de drogue: Beaucoup d'éclat mais peu de contenu. Et la série habituelle des anecdotes, la palme revenant à David Aronson, sous-secrétaire d'Etat, dont la chaise s'est effondrée au cours d'un déjeuner officiel. Comme elle était "made in Canada", le premier ministre de ce pays s'est senti obligé de préciser qu'il s'agissait d'un accident.

Voilà tout. Pendant que les Costaricains discutaient pour savoir s'ils connaissaient la démocratie depuis cent ans, ou un peu plus, ou un peu moins, le sommet se terminait sans qu'aucun événement ne vienne remplacer à la une la fameuse rencontre.

L'Uno

LES PARTIS POLITIQUES DE L'UNO: QUI SONT-ILS?

Formée de 11 partis légalement inscrits et de deux organisations sans personnalité juridique, l'Union nationale d'opposition (UNO) compte parmi ses membres des partis qui se proclament conservateurs, libéraux, sociaux-chrétiens, socialiste et communiste. Ce sont en majorité de petits groupes pratiquement sans base sociale. Ses origines remontent à la coordination démocratique nicaraguayenne (CDN), coalition d'extrême-droite qui a boycotté les élections en 84 sur ordre des Etats-Unis. Les partis et organisations de la CDN forment le noyau de l'UNO. Dans la CDN, on rencontre des fractions de l'ancien parti conservateur du Nicaragua, le parti social démocratique (PSD) et le parti libéral constitutionnel (PLC), le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) et deux centrales syndicales, la confédération d'unité syndicale (CUS) et la centrale des travailleurs du Nicaragua (CTN). Plus tard, les partis de la CDN se sont unis avec d'autres de l'opposition pour former le "groupe des 14". Le parti social-chrétien (PSC) et le parti libéral d'unité nationale (PLIUN) ont abandonné cette coalition avant la formation de l'UNO, début 89.

Le parti populaire social-chrétien (PPSC) s'est retiré de l'UNO en septembre, à la veille de la date limitée des inscriptions des candidats, rejoignant le parti social-chrétien.

Le parti national conservateur (PNC) dirigé par Silvano Matamoros et le parti conservateur d'alliance populaire

(PAPC) de Miriam Arguello représentent les secteurs pro-étatsuniens de l'oligarchie.

Le PNC est membre de l'internationale conservatrice à laquelle sont affiliés également le parti républicain des Etats-Unis et les partis conservateurs anglais, japonais et autrichien.

Le parti social démocrate (PSD) était à l'origine progressiste mais sa participation à la CDN et son accueil au chef Contra Alfredo Cesar nommé président, indiquent sa position actuelle. L'internationale socialiste a récemment repoussé sa demande d'affiliation.

Le parti d'alliance nationale conservatrice (PANC), avec à sa tête Hernaldo Zuniga, est une scission plus modérée des partis conservateurs, le parti conservateur démocrate du Nicaragua (PCDN). Le conseil national des partis politiques lui a refusé la personnalité juridique car il n'est qu'une fraction de la direction du PCDN et non un parti avec ses propres bases.

Le parti libéral constitutionnel (PLC), dirigé par Ernesto Somarriba, est un proche parent du parti libéral de Somoza. Il a des liens étroits avec le COSEP et a été un de ceux qui soutenait la candidature à la vice-présidence d'Enrique Bolanos, président du COSEP. Le parti néo-libéral (PALI) est un autre exemple du libéralisme de droite. Le parti libéral indépendant (PLI) est né en 1944. Son président, Virgilio Godoy a participé aux élections de 1984 et a obtenu 9 % des votes.

Le MDN a été fondé en 1978 comme une réponse des jeunes secteurs de l'entreprise privée à l'intensification de la lutte contre la dictature. Sa principale figure était Alfonso Robelo, membre de la première junta gouvernementale en 1979. Celui-ci s'est ensuite intégré à la direction politique de la Contra et le MDN est devenu la façade politique de la Contra.

Le parti socialiste nicaraguayen (PSN), avec à sa tête Gustavo Tablada, et le parti communiste du Nicaragua (PC de Nicaragua) d'Eli Altamirano ont participé aux élections de 84, totalisant chacun un peu plus de 1 % des voix. Le PSN a rompu ses relations avec le parti communiste d'union soviétique après 1979.

Le petit parti intégrationniste d'Amérique centrale (PLAC) est une scission du parti unionniste centraméricain (PUCA). Il n'a pas de personnalité juridique pour les mêmes raisons que le PANC, il s'est déclaré l'année dernière social-démocrate et a expulsé son dirigeant, Domingo Sanchez, qui s'est rallié au FSLN.

VIRGILIO GODOY, ACCUSE DE MALVERSATION, EST ENTENDU PAR UNE COMMISSION PARLEMENTAIRE

par Ondina Olivas

Managua, 2 novembre (ANN). Virgilio Godoy, président et député du parti libéral indépendant (PLI) et candidat de l'UNO à la vice-présidence, vient de comparaître devant une commission parlementaire. Il est en effet accusé par des personnalités de son parti d'avoir détourné des fonds provenant d'un organisme ouest-allemand, la fondation Friedrich Nauman. Les explications qu'il a fournies n'ont en rien éclairé les parlementaires.

L'affaire des fonds ouest-allemands a commencé au sein du PLI il y a plusieurs mois, lorsque le président du centre d'études et de recherches sociales (CIES), Juan Manuel Gutierrez, a exigé de V. Godoy, ancien directeur de cette institution, de rendre des comptes sur sa gestion financière.

A cet effet, le président du PLI a été convoqué plusieurs fois par les dirigeants du CIES sans qu'il juge bon de se déplacer.

Devant cette attitude, ceux-ci ont dénoncé publiquement les faits, ce qui a provoqué leur expulsion immédiate du parti lors de son assemblée générale en septembre dernier. Outre J.M. Gutierrez, ancien vice-président du PLI, Joaquin Mejia, journaliste et député, et Salvador Gaitan, qui a également occupé des fonctions importantes, ont été écartés.

Les exclus passent aujourd'hui à l'offensive en demandant la levée de l'immunité parlementaire du député libéral, qui estime qu'il s'agit là d'une "manoeuvre politique" destinée à ternir son image de candidat à la vice-présidence.

Cité à comparaître le 30 octobre devant la commission parlementaire chargée d'étudier son cas, V. Godoy a nié l'existence du CIES, qui a été fondé en 1986, arguant que c'est à une autre institution du PLI portant le même nom que les fonds ont été envoyés. Il a expliqué que l'institution présidée par J.M. Gutierrez n'existe pas puisqu'elle n'a pas de statut juridique et a reconnu avoir reçu de la fondation Friedrich Naumann de l'argent destiné à financer des voyages en Europe et en Amérique latine, ainsi que des véhicules et d'autres types de matériel. Selon ses déclarations, le CIES du PLI est un organisme d'appui au parti qui reçoit également de l'argent de la fondation ouest-allemande pour la réalisation de séminaires et la formation des militants qui travailleront dans les bureaux de vote lors des élections. V. Godoy a affirmé que les fonds étaient parvenus légalement au Nicaragua, mais il n'a pu malheureusement le prouver.

Les déclarations du député libéral n'ont pas contribué,

au contraire, à éclaircir la situation. Elles ont cependant permis de savoir qu'il reçoit directement des fonds de la fondation Friedrich Naumann, tout comme l'autre, CIES, organisme jusque-là inconnu.

Les membres de la commission parlementaire estiment que les représentants de la fondation en Amérique latine pourraient contribuer à faire la lumière sur l'affaire, puisque J.M. Gutierrez affirme avoir les preuves de la malversation.

V. Godoy a désormais dix jours pour apporter des explications supplémentaires, après quoi il devra comparaître à nouveau pour être confronté à ses accusateurs.

VIOLETA CHAMORRO PAR VIOLETA CHAMORRO

Repris de *la Prensa* (4 septembre) et de *Barricada International*.

Managua, (ANN). Après s'être longuement débattue avec sa conscience et s'être demandée dix fois par jour si elle accepterait ou non d'être candidate contre le FSLN, Violeta Chamorro a fait il y a trois mois une déclaration déterminante: "Je peux te dire une chose", s'est-elle confiée en privé, le regard brillant de cette émotion qui l'anime dans les situations d'urgence qu'elle affronte toujours avec la plus grande dignité, "je ne dirai jamais non au Nicaragua".

Violeta Chamorro est d'un caractère affable, de bonne éducation, c'est une mère parfaite qui a réalisé le miracle de prodiguer un amour égal à ses quatre enfants, en dépit des divergences idéologiques.

UNE GRANDE DAME

Tout cela ajouté à un destin austère, à une abnégation sans limite, à une tenacité qui s'est manifestée quand les circonstances l'ont exigé, font que le nom de "grande dame" du Nicaragua lui convient parfaitement. Derrière son sourire et l'amabilité qu'elle démontre à tous, on trouve une Violeta faite pour la lutte civique, celle qui a affronté la mort de son époux, à qui elle voue un amour éternel. A cette mort, ce n'est pas par la panique qu'elle a réagi, mais par le souci immédiat de s'emparer du drapeau abandonné et d'offrir à ses enfants toute la consolation possible.

Puis Violeta a pensé aux amis, aux camarades de la longue lutte politique menée sans défaillance par son époux. Malgré la douleur qui la frappait, Violeta Chamorro n'a pas refusé de prendre sa place dans le Gouvernement qui a renversé Tacho Somoza et a décidé de reprendre les rênes de la patrie qu'elle sentait trahie dans sa révolution populaire.

UN VERITABLE ROMAN

Violeta Chamorro a 59 ans et sa vie est un véritable roman, mais inscrit intensement dans la réalité. C'est une femme belle, dépourvue de vanité et d'orgueil, une maîtresse de maison. Elle a repris le flambeau de *la Prensa*, née il y a 65 ans, instrument de dénonciation de l'injustice, et elle persévère en dépit des multiples calomnies lancées contre elle à travers des campagnes télévisées destinées à salir son image: "Il s'agit de discréditer l'incontestable. Je suis comme un livre ouvert dans lequel chacun peut lire", dit-elle.

"JE SUIS UN SYMBOLE".

Il plaît à Violeta Chamorro qu'on dise d'elle qu'elle est un symbole. "Je suis l'orgueilleux symbole de la dignité des Nicaraguayens, le symbole de l'impossibilité d'arracher à quelqu'un ce qu'il possède de droit".

Chacun sait aussi qu'elle représente son époux; elle n'est pas une féministe et ne souhaite pas l'être. Elle est une dame qui s'obstine à soutenir le courage de nos hommes nicas.

Elle fonde son assurance sur son lien avec le peuple d'opposition, majoritaire et décidé à renverser la dictature des Ortega. Elle veut en gouverner l'unité comme elle l'a fait dans son foyer divisé. Jusqu'au bout, préservant intact l'invincible.

"CONTRE LE MAL, AVEC DIEU, NOUS SOMMES INVINCIBLES".

"Le Nicaragua est profondément désespéré, j'ai la certitude de lui apporter l'espérance. Elle ne dépend pas de moi mais de nous tous, unis dans une seule équipe, avec une seule force, invincibles face aux attaques ennemies déloyales, car quand on fait le bien, le mal s'enfuit, mis en déroute par la force de Dieu", dit Violeta.

Le devoir de guider le Nicaragua repose sur les épaules de Violeta, celles d'une incorruptible combattante de la liberté, d'une femme encore belle dont la détermination se lit dans les yeux. Elle a pris le chemin du peuple et elle continuera afin de faire du Nicaragua un pays grand et nouveau.

Economie

LE NICARAGUA RECEVRA UNE AIDE DES PAYS DU GOLFE PERSIQUE

par Ondina Olivas

Managua, 28 octobre (ANN). Le Nicaragua recevra une aide financière des Etats arabes de Qatar, Koweït et Bahreïn, suite à la visite de Daniel Ortega du 5 au 15 octobre derniers.

Les Emirs des Etats arabes du golfe persique ont exprimé leur volonté de coopérer avec le Nicaragua. Ils ont compris, selon Daniel Ortega, la gravité de la situation économique et politique du Nicaragua, liée à l'ingérence des Etats-Unis dans ce pays en vue d'étrangler le Nicaragua".

Les Gouvernements de ces trois pays ont qualifié la visite d'Ortega d'historique, puisqu'il est le premier chef d'Etat latinoaméricain à rencontrer les Emirs de Qatar, du Koweït et de Bahreïn pour aborder la question de l'intensification du dialogue entre les petits pays du mouvement des non-alignés.

Le Nicaragua, qui n'avait pas jusque-là entretenu de relations diplomatiques avec les Etats arabes du golfe persique, a cependant toujours défendu une politique internationale de soutien vis-à-vis des peuples palestinien et libanais, et il a été favorable à l'unité arabe.

La lutte en faveur du nationalisme, de la liberté, de l'autonomie et de l'ouverture du marché international sont des problèmes communs au combat des peuples arabes et nicaraguayen, ce qui a permis, d'après Ortega, un bon climat d'entente lors des conversations avec les Emirs et les membres de la famille royale de ces pays.

La coopération économique que les pays du golfe apporteront au Nicaragua servira à soutenir son programme économique qui vise à réduire l'inflation et à élever le volume des exportations. Ces Gouvernements ont indiqué également qu'ils allaient envoyer, sous peu, à Managua des délégations d'experts qui prospecteront d'éventuelles possibilités d'investissements afin de diversifier la coopération avec le Nicaragua.

Daniel Ortega, tout en soulignant que ces pays apporteront également un montant en devises, a indiqué que leurs gouvernants ont manifesté leur confiance envers le Front sandiniste, qu'ils considèrent comme la seule force politique capable de garantir la stabilité et d'assurer la sécurité pour leurs futurs investissements au Nicaragua.

Ce type de coopération aura un impact très fort sur l'économie du Nicaragua, car il s'agit là d'un programme intégral qui comporte des accords dans le domaine poli-

tique, économique et social afin que le peuple nicaraguayen puisse défendre son économie, a affirmé Daniel Ortega, sans toutefois entrer dans les détails des chiffres ou des programmes spécifiques.

Le président Ortega s'est rendu également à Chypres, où il a rencontré le président Georges Vasiliu, le ministre des relations extérieures, Georges Iacouvi, et d'autres dirigeants politiques.

Il a remercié le peuple chypriote de sa solidarité et a aussi transmis la sienne aux habitants de ce pays qui luttent pour parvenir à un Etat uni, libre et indépendant, puisque depuis 1975 une partie du territoire chypriote est occupé par les troupes turques.

Ortega a dit que le problème de Chypres devrait être abordé de façon plus offensive au sein des non-alignés et il a proposé que les petits pays soutiennent vigoureusement le dialogue sud-sud et entament des actions concrètes afin de se libérer des fardeaux qui les accablent.

Le Président du Nicaragua est passé aussi deux fois par la RDA, où il a rencontré l'ancien secrétaire général du parti socialiste unifié allemand, Erich Honecker, à l'occasion du quarantième anniversaire de la fondation de la RDA. A son retour des pays arabes, lors d'une escale technique à Berlin, il a rencontré le nouveau secrétaire du parti, Egon Krenz.

UN NOUVEAU SIGNAL D'ALARME

par Ricardo Pino Robles

Managua, 6 novembre (ANN). Un motif d'inquiétude vient d'apparaître dans l'économie nicaraguayenne: Selon les chiffres annoncés par Alejandro Martínez, ministre du plan et du budget, l'inflation s'est élevée à 10,2 % en octobre.

Selon les commentateurs, ce chiffre constitue un signal d'alarme pour l'économie nicaraguayenne, face au risque d'une nouvelle spirale inflationniste qui pourrait se déclencher au cours des deux derniers mois de l'année.

En 88, après les ravages causés par l'ouragan Joan dans plusieurs régions du pays, l'économie a été frappée par une accélération de l'inflation qui a fait monter le taux mensuel au chiffre record 126% en décembre. La gravité de la situation avait alors obligé le Gouvernement à engager un programme d'ajustement très austère, peut-être le plus sévère qui ait été appliqué en Amérique latine. Ce programme est arrivé à faire baisser l'inflation mensuelle à un taux inférieur à 10 % en janvier et à la stabiliser à moins de 10 % de juillet à septembre.

Mais le talon d'achille de ce programme est l'absence de

ressources extérieures suffisantes pour permettre son application et pour atteindre tous les objectifs fixés.

Les observateurs estiment que la nouvelle hausse d'octobre est due à ce manque de ressources et que le Nicaragua atteindra un déficit en devises d'environ 250 millions de dollars.

Un autre élément négatif est la forte dépense extra-budgetaire entraînée par le processus électoral qui n'a pas non plus reçu un soutien international suffisant. Pour comprendre la crise économique du Nicaragua, il ne faut pas davantage négliger les effets de l'agression des Etats-Unis et les répercussions des dérèglements de l'économie mondiale. A ce sujet, le journal du FSLN *Barricada* a révélé, à l'occasion de la prolongation des "sanctions" des Etats-Unis contre le Nicaragua, que les pertes causées par l'embargo commercial s'élevaient à 1,092 milliards de dollars. Cet embargo a été décrété, en mai 1985, pour des raisons purement politiques, et il a toujours été prolongé depuis cette date. L'administration Reagan d'abord, puis celle de Bush, ont prétendu qu'elles maintenaient cette mesure parce que "la sécurité des Etats-Unis est menacée par le Nicaragua".

D'autre part, le Nicaragua perdra cette année environ 40 millions de dollars, à cause de la chute vertigineuse des prix du café, qui est le principal produit générateur de devises.

Le ministre Alejandro Martinez a indiqué que d'ici décembre, le Nicaragua espère atteindre un montant total d'exportation de 300 millions de dollars, ce qui représenterait un redressement de l'ordre de 80 % par rapport à l'an dernier. Mais la balance commerciale reste encore fortement négative, puisque les importations annuelles indispensables pour que la production et les services se maintiennent à un niveau minime sont toujours d'environ 900 millions de dollars.

C'est pourquoi, malgré une réduction des dépenses publiques de 59 % par rapport à l'année dernière ayant provoqué le chômage de 30 000 fonctionnaires et militaires, les pressions inflationnistes continuent à exercer une influence néfaste sur l'économie du Nicaragua.

On ne dispose pas encore d'informations précises concernant les possibilités d'obtenir un soutien financier exceptionnel qui aiderait à couvrir le déficit de cette année et les dépenses de la campagne électorale. Mais les commentateurs soulignent que le Nicaragua a sûrement passé des accords avec les pays du golfe persique (Qatar, Koweït, Bahrein), où s'est rendu Daniel Ortega début octobre. D'autre part, une délégation de haut niveau se rendra probablement en Arabie saoudite.

Quoi qu'il en soit, il est fort probable, selon les observateurs, que le Gouvernement poursuive d'ici la fin de l'année le programme d'ajustement de façon stricte et di-

sciplinée, surtout en ce qui concerne les dévaluations périodiques (28 depuis janvier 1989), pour préserver la rentabilité des exportations.

ANNEXE STATISTIQUE INFLATION (DEC 88/OCT 89)

Décembre 1988	126,6 %
Janvier 1989	91,7 %
Février	45,0 %
Mars	20,0 %
Avril	12,6 %
Mai	15,5 %
Juin	62,2 %
Juillet	8,5 %
Août	6,6 %
Septembre	8,8 %
Octobre	10,2 %

Source: Statistiques officielles

EI Salvador

L'EXTREME-DROITE FRAPPE LE MOUVEMENT SYNDICAL

par Ricardo Pino Robles

Managua, 1er novembre (ANN). En dynamitant le siège de la principale fédération syndicale salvadorienne (FENASTRAS) le 31 octobre dernier, il semble que les "auteurs anonymes" de l'attentat aient voulu répondre durement au lancement de la campagne offensive de la guerrilla.

Selon l'opinion des observateurs politiques, le nombre élevé de victimes civiles (10 morts, dont la secrétaire générale de FENESTRAS E. Velasquez et plus de 30 blessés) ne pourra changer le cours de la guerre au Salvador, dont l'issue devrait être la négociation politique entre le Gouvernement d'extrême-droite d'ARENA et le FMLN.

Le récrudescence des actions militaires se produit à quelques jours de la troisième rencontre entre la guerrilla et le Gouvernement, prévue les 20 et 21 novembre à Caracas. Ce dialogue, envisagé par les accords de Tela, vise à la recherche d'une solution politique à une guerre qui dure depuis près de 10 ans. Il semble qu'actuellement les deux parties veuillent renforcer leurs positions sur le terrain militaire pour aborder cette troisième rencontre avec

l'avantage.

Mais les assassinats de civils désarmés n'ont rien à voir avec le combat militaire et plus que d'une nouvelle tactique, il s'agit clairement d'une opération stratégique contre le mouvement populaire organisé. Cet attentat contre un local syndical, réalisé par des auteurs "anonymes", vise à décapiter un mouvement très combattif qui s'oppose à la politique économique anti-populaire menée par Cristiani. L'anonymat n'a trompé personne: La majorité des organisations syndicales, politiques, humanitaires et la guérilla ont dénoncé l'état-major des forces armées salvadoriennes et le Gouvernement d'ARENA dont on connaît les liens avec les escadrons de la mort.

Les assassinats massifs de dirigeants populaires comme ceux de FENASTRAS, connus pour leur défense acharnée des droits des travailleurs dans un contexte de répression terrible, n'affectent pas la capacité militaire de la guérilla, mais elle pourrait avoir une incidence négative sur la résistance populaire à la politique économique.

La campagne militaire lancée par le FMLN le 30 octobre va poursuivre son objectif: Affaiblir le Gouvernement d'extrême droite et l'obliger à s'asseoir à la table de négociation pour signer une paix définitive au Salvador.

PRECISION

Le FMLN, dans un communiqué rendu public le 2 novembre, a annoncé que ses services secrets militaires sont parvenus à établir l'identité des auteurs de l'attentat. Il s'agit du chef de l'état-major des forces armées, le colonel Rene Emilio Ponce, qui a agi avec l'autorisation du président Cristiani.

C'est le colonel Melena Fuentes, chef de l'escadron de la mort de la première brigade d'infanterie, qui en a été l'exécutant.

Guatemala

VERS LA MILITARISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

par Lucrecia Robles

Ciudad Guatemala, 31 octobre (ANN). Selon des statistiques publiées en décembre de l'année dernière, 1,2 millions de Guatemaltèques faisaient partie des "patrouilles d'auto-défense civile" en 1988. En d'autres termes, la moitié des hommes de plus de 15 ans. Les estimations des six premiers mois de cette année font état de 1,5 million, ce qui révèle que 300.000 personnes supplémentaires ont été absorbées par ces structures, qui sont un des mécanismes les plus efficaces et les plus subtils au

service de la répression du peuple en général et des paysans en particulier. On ne sait pas dans quelle proportion augmenteront ces chiffres d'ici la fin de l'année, mais il semble que l'objectif de l'armée est qu'aucun homme et si possible aucune femme d'âge adulte n'échappe à l'enrôlement.

QUE SONT LES PATROUILLES D'AUTO-DEFENSE CIVILE?

Il existe une définition officielle de ces patrouilles et une définition plus officieuse mais plus proche de la réalité. Officiellement, il s'agit d'une organisation de civils volontaires pour se défendre eux-mêmes des malfaiteurs et des guerilleros. Mais en réalité, on est loin d'un enrôlement volontaire. Le paysan qui refuse d'en faire partie s'expose à une violente répression de l'armée, qui dirige les patrouilles: Tortures, enlèvement de membres de sa famille, y compris de ses enfants, expropriation et même la mort.

En ce qui concerne leur caractère civil, on peut citer les propos du général Alejandro Gramajo, ministre de la défense, qui a expliqué à plusieurs reprises que ces patrouilles sont dirigées stratégiquement et techniquement par l'armée. Pour sa part, le lieutenant Guzman, des services secrets de l'armée, a précisé dans un discours aux patrouilles de Chilmatenango en mars 1988: "Vous avez la même responsabilité que l'armée. Vous devez obéir aux ordres des commandants des bases militaires et exécuter tout paysan qui refuse de patrouiller".

DE LA CHAIR A CANON

Les chefs des patrouilles viennent généralement de l'armée et de la police; ce sont d'anciens soldats rétrogrades pour un motif quelconque ou des membres de groupes paramilitaires.

Ce sont eux qui tentent de compromettre les paysans enrôlés dans des actions de répression, dans des massacres, des exécutions ou des enlèvements.

C'est là une des conséquences les plus graves: Le paysan, devenu violent, voit dans la violence un moyen d'enrichissement personnel. Les patrouilleurs sont poussés à commettre toutes sortes d'abus contre leurs voisins, vols, viols ou attaques à main armée. Certains tombent dans le piège.

Cependant, les membres des patrouilles ne sont pas considérés comme de vrais soldats par l'armée pour qui ils sont avant tout de la chair à canon. Ce sont eux qui sont obligés par les officiers à ratisser la forêt à la recherche de la Guérilla et ce sont eux l'avant-garde des troupes dans les déplacements et les combats.

DES CONSEQUENCES GRAVES

Les patrouilles servent de façon délibérée d'instrument de déculcation de la paysannerie. La première victime en est la forme d'auto-gouvernement local, héritée de l'époque précolombienne, qui est aujourd'hui désintéressée au profit d'un système militarisé. Ce n'est plus le plus sage qui conduit le destin de la communauté, mais le plus violent.

Par ailleurs, le patrouillage a des conséquences sur la vie même des familles car il empêche le paysan de travailler la terre, sans compter qu'il ne peut quitter son village sans l'autorisation du chef de la patrouille. A ce propos, la commission des droits de l'homme du Guatemala dénonce: "Obligés à accomplir les tâches de patrouillage, des individus ou des communautés entières ont laissé de côté les travaux agricoles, unique moyen de subsistance de la majorité des villages concernés". De même, la migration vers la côte sud à la recherche de travail saisonnier, à laquelle les paysans sont forcés de recourir pour assurer leur survie, est affectée.

Plus les patrouilles grossissent, plus elles suscitent d'opposition, aussi bien de la part de la population que de celle des députés. Mais une telle attitude peut coûter cher: Le député Fermin Gomez, qui avait dénoncé cette pratique, a été victime d'une agression à la porte même de l'édifice qui abrite le congrès et sans que les forces de sécurité interviennent.

Cet incident a provoqué la question d'un autre député, Ana Maria Gonzales: "Si ces messieurs (des patrouilles) agressent un dignitaire de la nation aux portes mêmes de l'assemblée législative et en présence de la police, que ne feront-ils pas dans les campagnes contre la population sans défense?"

En Bref

LE CARDINAL OBANDO PARTICIPERA A LA REUNION A L'ONU

Suite à la requête du président Ortega, le cardinal Obando a accepté d'assister comme témoin à la réunion convoquée à l'ONU et à laquelle doivent participer, outre le Nicaragua, la CIAV, la Contra et le Honduras. Le prélat s'est engagé à faire tout son possible pour que le peuple nicaraguayen parvienne à la paix.

La rencontre, demandée par le Gouvernement nicaraguayen, avait été prévue les 6 et 7 novembre, mais le Honduras ne s'étant pas montré disposé à y participer, elle a été repoussée de deux jours. L'objet de la réunion est exclusivement l'aspect technique de la démobilisation.

DES AGENTS DE LA CIA PARMIS LES VICTIMES DE L'ACCIDENT D'AVION DE TEGUCIGALPA

Le vice-ministre nicaraguayen de la santé, Carlos Jarquin, a révélé que parmi les passagers de l'accident d'avion qui a eu lieu le 28 octobre à Tegucigalpa figuraient 16 agents de la CIA et du FBI. Il a été témoin de l'intervention de l'ambassade des Etats-Unis au Honduras au cours des travaux d'identification des victimes. Occupant la morgue de la capitale hondurienne, les services étatsuniens ont mutilé de nombreux cadavres afin de faire des analyses permettant l'identification de leurs agents.

L'avion, appartenant à la compagnie hondurienne SAHSA, s'était écrasé peu avant l'atterrissage sur l'aéroport de Tegucigalpa, réputé comme le plus dangereux d'Amérique centrale. L'accident a fait 148 victimes, dont 60 Nicaraguayens montés lors de l'escale précédente à Managua. On déplore la mort de plusieurs hauts fonctionnaires du ministère de la santé.

L'UNO ET LA CONTRA MAIN DANS LA MAIN

Managua, novembre (ANN). Existe-t-il ou non une alliance entre l'UNO et la Contra? Les politiciens de l'UNO sont-ils complices des crimes de la Contra? Et s'il y a complicité, quels sont les engagements pris par l'UNO en échange de l'appui armé à sa campagne électorale? A Antonio Lacayo, dirigeant de l'UNO qui demandait des preuves, clamant que son groupe politique "n'a pas de sympathisants armés", le quotidien Barricada a répondu en publiant l'original d'un communiqué d'Enrique Bermudez, ancien garde somoziste et dirigeant de la Contra. En voici le texte.

RESISTANCE NICARAGUAYENNE: COMMUNIQUE

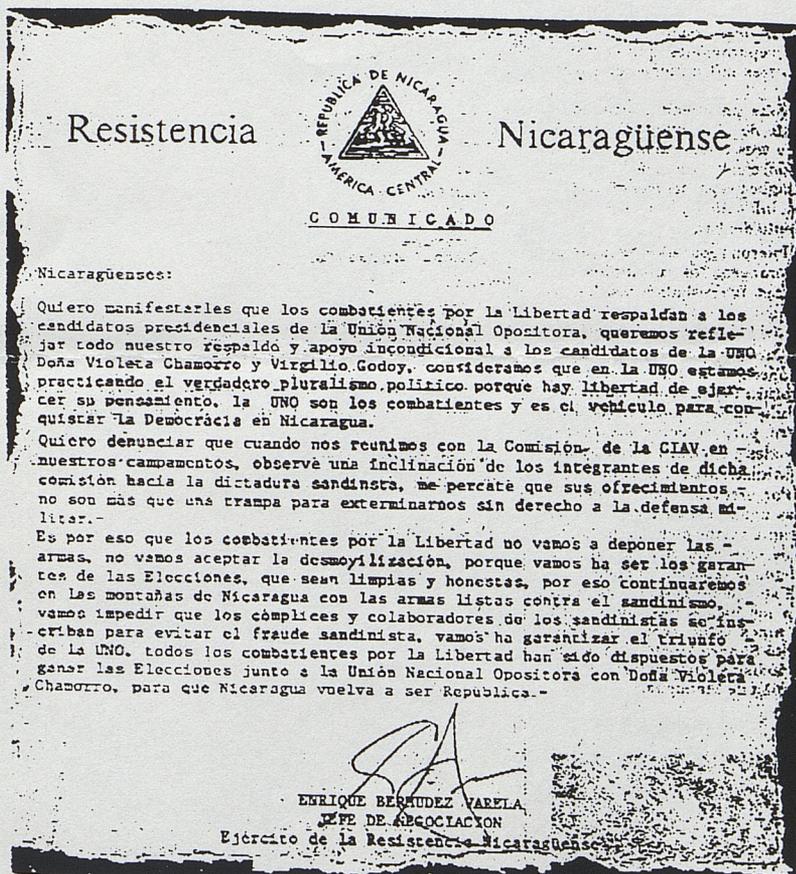
Nicaraguayens, je vous informe que les combattants de la liberté soutiennent les candidats aux présidentielles de l'Union nationale d'opposition. Nous voulons exprimer ce soutien et notre appui inconditionnel aux candidats de l'UNO, Violeta Chamorro et Virgilio Godoy. Nous considérons qu'au sein de l'UNO existe un véritable pluralisme politique et la liberté de pensée. Des combattants et un instrument pour conquérir la démocratie au Nicaragua, voilà ce qu'est l'UNO.

Je voudrais signaler qu'au cours de la réunion avec la commission de la CIAV dans nos camps, j'ai observé l'inclination des membres de cette commission pour la dictature sandiniste. Je me suis rendu compte que leurs propositions ne sont rien d'autres qu'un piège pour exterminer sans aucun droit la défense militaire.

C'est pour cela que nous, combattants de la liberté, n'allons pas déposer les armes, nous n'allons pas accepter la démobilisation. Nous serons les garants d'élections propres et honnêtes.

C'est pour cela que nous resterons dans les montagnes du Nicaragua, avec nos armes prêtes pour la lutte contre le Sandinisme. Nous allons empêcher que les complices et les collaborateurs des sandinistes s'inscrivent. Afin d'éviter la fraude sandiniste, nous allons garantir le triomphe de l'UNO. Tous les combattants de la liberté sont disposés à gagner les élections avec l'Union nationale d'opposition, avec Doña Violeta Chamorro, pour que le Nicaragua redevienne une République.

Enrique Bermudez, chef de négociation, armée de la résistance nicaraguayenne.



A cette preuve formelle des liens étroits entre la Contra et l'UNO s'ajoute la longue série des actions armées de la Contra au cours desquelles celle-ci lance des slogans de soutien à l'UNO, oblige les paysans à assister à ses meetings et parfois séquestre et assassine ceux qui s'y refusent.

UNO, Contra et Somozistes forment une grande famille: Le quotidien *Barricada* en souligne l'évidence chaque

jour, photos et documents originaux à l'appui. A la lecture d'un de ses numéros de la semaine, on a pu apprendre par exemple que Juan Jose Rodriguez, candidat pour la région de Managua, est un ancien garde somoziste, ainsi que Sebastian Poveda et Leonte Arguello.

Celui-ci avait demandé son intégration a la garde en 1978, au plus fort de la répression.

Flash - élections

POINTS PRINCIPAUX DE LA PLATE-FORME DE L'UNO

- Véritable révolution démocratique nationale.
- Abolition du service militaire.
- Amnistie générale.
- Abolition du système national des salaires.
- Pleines garanties pour la propriété privée.
- Arrêt des confiscations.
- Révision des cas de confiscation "qui le méritent".
- Réforme agraire envisageant la remise des terres de l'Etat at aux paysans sans terres et le "regroupement" de la population rurale en villages".
- Abolition de la planification d'Etat en matière économique.
- Elimination du monopole d'Etat sur le commerce extérieur.
- Réhabilitation de la famille.
- Respect des parents.
- Rétablissement des relations avec tous les Etats du monde.
- Suppression du "pouvoir absolu" de la présidence.
- Interdiction d'élire des militaires et des parents du Président.

Impressum L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: Ffrs 450/Sfrs 135; pour comités de solidarité: Ffrs 700/Sfrs 250; pour institutions: Ffrs 1'000/Sfrs 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 236, CH-8042 Zurich. Telex (45) 817'585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

ANN Intern

Tous ceux qui sont convaincus que le Nicaragua a besoin et le droit d'avoir sa propre voix, contribuent au fonds de solidarité de l'ANN! Il y en a déjà parmi les gens de la solidarité qui versent chaque mois une somme pour garantir la survie de l'ANN. Nous serons heureux de vous inscrire dans les listes du fonds de solidarité!

JA/PP

8042 Zürich

abonnement-poste
imprimé à taxe réduite

SERVICE

ANN offre: **Affiche en couleur 10 ans de solidarité internationale** format 60/84. Prix (incl. frais d'expédition): sFr.10.-/Ffrs.40.-

ATTENTION: L'écriture est en allemand!

Votre paiement (versement postal ou cheque) est équivalent à la commande. Adresse: ANN Europe, case postale 236, CH-8042 Zurich, PC 80-16672-5.

La montre-bracelet 10 años Nicaragua libre est enfin à disposition! Prix de solidarité: FF 250/frs. 65.- plus frais d'expédition frs.4.50.

Votre paiement (par chèque postal ou bancaire) est équivalent à la commande. Adresse: ANN Suisse, case postale 236, CH-8042 Zurich, PC 80-16672-5.

Livres du Nicaragua L'ANN en collaboration avec l'édition Nahua à Wuppertal en Allemagne et la librería el Cóndor à Zurich dispose des livres nicaraguayens. La librería el Cóndor se charge de l'expédition. Pour vos commandes, adressez-vous à: Librería El Cóndor, Obere Zäune 18, Postfach 369, 8024 Zurich.

SERVICE "ELECTIONS" DE L'ANN

Si vous êtes intéressés à des informations spécialisées sur le thème "Elections" en langue espagnole, allemande **et nouveau: en français**, vous pouvez vous abonner à des paquets de 30 articles spécifiques livrés directement sur votre télex, mailbox ou téléfax.

Prix par paquet:

- télécopie sfrs. 255.-
- télex sfrs. 480.-
- mailbox sfrs. 195.-

Calendrier

Si vous organisez une fête de solidarité, une réunion, un congrès, etc., vous pouvez l'annoncer dans notre bulletin hebdomadaire! Il n'y a pas de mieux pour informer un public intéressé en Europe, soit en France, la Belgique, la Suisse, la RFA et Autriche!

Les conditions: Il faut nous le faire savoir le plus tôt possible. Comme contribution aux frais de ce service, nous vous demandons de vendre notre matériel à l'occasion de votre réunion. Nous vous enverrons alors un ou plusieurs paquets qui contiendront des bulletins, des cartes postales, des affiches et des prospectus pour le prix unique de frs 65.-, ffs 240.- (pas de commission, des prix de vente fixes.)